

Mal-logement, quelles pistes pour inverser la tendance ?

SAINT-AGNANT. La communauté Emmaüs a organisé une table ronde sur le mal-logement, samedi 10 février. Rochefort Habitat, la Région et le sénateur Mickaël Vallet ont apporté leur écho au débat.

Ronan Le Goaster

Soixante-dix ans après le célèbre appel de l'abbé Pierre, le mal-logement, en France, reste une question tristement d'actualité. Selon les derniers rapports publiés, on estime en effet qu'il y a quatre millions de personnes mal-logées et 330 000 sans abri. Dans le cadre de la célébration de cet appel, la communauté Emmaüs Rochefort Saint-Agnant a organisé, samedi 10 février, une table ronde réunissant des responsables politiques locaux afin de savoir quels pouvaient être les leviers afin de faire avancer les choses. Cette discussion s'est tenue au sein de l'espace d'exposition en présence de la conseillère régionale (socialiste) Margarita Sola, du sénateur (socialiste) Mickaël Vallet et des responsables de Rochefort Habitat Océan (1 700 logements) : Bruno Dutreix (vice-président) et Véronique Pavageau (directrice).



Emmaüs songe à organiser des tables rondes sur différents thèmes à l'avenir. © R.L.G.

Maintenant, cette question de logement, elle doit être prise véritablement en compte par l'État. C'est lui qu'on attend sur ce sujet. »

C'était déjà le cas en 1954, au cœur de ce terrible hiver. « L'abbé Pierre avait l'habitude de dire que quand une loi est mauvaise, il faut la changer. Il a fait en sorte que l'État prenne ses responsabilités », rappelle Erwann Briand. Soixante-dix ans plus tard, il estime que ce sont les différentes normes qui représentent un gros caillou dans les chaussées. « Les plans locaux d'urbanisme nous empêchent de construire. On a réhabilité sept logements et ça nous a coûté 400 000 euros dans le cadre de la rénovation de la maison de maître. On est confrontés à des aberrations légales », poursuit le responsable de la communauté Emmaüs. Celui-ci citant l'utilité des sept mobil-homes. « On en avait à notre disposition. Cela a permis de proposer une solution, même temporaire, à sept personnes et surtout

de rester en vie. » Et celui-ci de se souvenir de moments difficiles : « Une Guinéenne tapait à la porte de mon bureau tous les matins et je n'avais pas la place pour l'accueillir. J'aurais eu un mobil-home, je ne me serai pas posé la question. »

**Dans le pays rochefortais :
1 700 logements,
2 200 demandes**

Même dans le pays rochefortais, se loger devient une sinécure. Pour preuve, alors que Rochefort Habitat Océan a un parc immobilier de 1 700 logements, la structure sociale reçoit, en moyenne, 2 200 demandes. Le logement est une question qui n'est pas propre à la Charente-Maritime. « Au Sénat, c'est un sujet dont on parle souvent entre collègues. Le problème du logement est absolument partout. Qu'on en soit en Corse, dans le Pays basque ou ici, sur ces territoires qui se ressemblent, il y a les mêmes difficultés.

j'annonce que le bateau social du logement est en train d'exploser. » Du côté de la directrice de Rochefort Habitat, on milite aussi « pour une vraie politique du logement en France ». Véronique Pavageau estime qu'il y a urgence à agir : « on a 2 000 demandes de logement en attente et à La Rochelle, c'est 10 000 ! »

Rebondissant sur la question des normes, Mickaël Vallet estime toutefois qu'elles sont nécessaires. « Heureusement qu'il y a des normes, qu'il y a des règles. Mais ne soyons pas dîpes, ce discours sur les normes, c'est un rideau de fumée. S'il y avait les moyens, si on collectivisait les moyens... Le problème, c'est la cohérence globale. Si c'est pour faire une station d'épuration ou une gendarmerie, c'est OK mais quand on parle d'un lotissement, on nous dit non. » Et sur la question des moyens, le sénateur socialiste renvoie à l'idée qu'il avait défendu il y a quelques mois : « Si on met une taxe sur les superprofits

directement liés à la crise sanitaire, on aurait 10 milliards d'euros par an pendant cinq ans. »

« Les ministres du logement ont été trop inféodés à Bercy »

Pour les questions de logement aussi, l'argent reste donc central. D'ailleurs, Véronique Pavageau estime que « ces dernières années, les ministres du logement ont été trop inféodés à Bercy. À côté de ça, les collectivités qui nous soutiennent n'ont pas de moyens extensibles non plus. La situation devient critique. Les métiers de la construction, les promoteurs privés sont dans la tourmente. Il y a des cabinets d'architectes et des structures qui vont devoir fermer ». Pour autant, Bruno Dutreix tente de rassurer. « Malgré le contexte qui n'est pas favorable, Rochefort Habitat continue d'investir, à hauteur de 35 millions d'euros. On y arrive mais il faut qu'on nous aide. » ■

« EMMAÛS ACCUEILLAIT D'ANCIENS LÉGIONNAIRES NOTAMMENT »

En amont du débat sur le mal-logement, la fondatrice de la communauté Emmaüs de Rochefort Saint-Agnant (créée en 1989), Claire Knobloch est revenue sur l'évolution du public accueilli au fil des années. « À l'époque, on accueillait surtout des personnes qui avaient des soucis avec l'alcool, des anciens légionnaires aussi, ou encore des ouvriers. Il y avait beaucoup de violences. Après les années 1990, on a surtout vu des toxicomanes et un peu moins de personnes en difficulté avec l'alcool. »

Par la suite, Emmaüs a accueilli des personnes venant d'horizons plus lointains. « Notamment des Roumains, qui venaient surtout pour des raisons économiques. On avait beaucoup de femmes, surtout. » En 2024, le contexte a évidemment beaucoup changé, à l'image de la société. Ainsi, Erwann Briand, corésponsable de la communauté Emmaüs de Saint-Agnant, estime : « On accueille toujours d'anciens légionnaires, des gens qui ont eu des accidents de vie. Mais aujourd'hui, sur 30 personnes hébergées ici, on a, par exemple, 13 nationalités différentes. »

« LE DISCOURS SUR LES NORMES, C'EST UN RIDEAU DE FUMÉE »

Mickaël Vallet
Sénateur de la
Charente-Maritime

Mais pour Bruno Dutreix, la question est aussi économique. « Sur les logements à loyer modéré, depuis 2018 et la loi Elan, on a dû compenser la baisse des APL. Chaque année, cela représente 1,5 milliard d'euros en moins. Les gens, aujourd'hui, restent plus longtemps dans le logement. Il y a deux à trois fois moins de rotation. Si on ajoute à ça la hausse des taux,